

Pourquoi je m'engage en politique avec *Europe Écologie*...

Philippe Meirieu
25 décembre 2009

« L'histoire fait quelquefois des cadeaux, mais jamais de sentiment. (...) Et pourtant, je ne puis me retirer de l'idée que se préparent en sourdine des rendez-vous fabuleux avec de nouvelles vagues de générosité et d'inventivité collectives, avec une volonté inédite des opprimés à sortir d'eux-mêmes, pour endiguer les politiques mortifères des pouvoirs en place et pour réorienter les finalités de l'activité économique et sociale dans des voies plus humaines, moins absurdes. (...)

Alors donc : je confirme et je signe.

Je refuse d'infléchir mes positions antérieures pour les adapter au goût du jour. (...) Qu'est-ce qui a conduit la gauche à laisser perdre une telle chance, peut-être unique dans l'histoire des cinquante dernières années, de réformer en profondeur une société capitaliste développée, pour y renouveler les formes d'expression démocratique, pour y expérimenter à grande échelle des pratiques sociales émancipatrices, pour y accroître largement les espaces de liberté ? Qu'est-ce qui les a retenus de solliciter, de toutes les couches vivantes qui la composent, une réflexion collective sur les modalités de production, sur les changements à apporter à la vie urbaine, à la communication, à notre rapport au monde et à la nature ? »

Félix Guattari, 1985
(*Les Années d'hiver*, réédition, Paris,
Les prairies ordinaires, 2009).

Voilà qui est fait ! J'ai franchi le pas et décidé de me présenter aux élections régionales de mars 2010 en Rhône-Alpes, comme tête de liste pour *Europe Écologie*.

Cette décision s'inscrit, bien sûr, dans un contexte politique particulier : après avoir vécu plusieurs « alternances », je fais partie de ces Français qui ont été enthousiasmés par la poussée d'*Europe Écologie* aux dernières élections européennes.

A gauche, évidemment !

D'aucune manière, pourtant, je n'ai jamais pensé que « la gauche et la droite, c'était la même chose ! » Je n'ai jamais cru, non plus, qu'il fallait nous mettre en quête d'une hypothétique voie médiane. « Ni droite, ni gauche » n'a jamais été mon credo ! Je sais, en effet, le poids de l'histoire et je reste fidèle aux valeurs qui, depuis mes premiers engagements, m'ont fait toujours militer et voter « à gauche ».

J'assume l'héritage du mouvement ouvrier et je sais que c'est lui qui a porté et fait avancer les valeurs de justice et de solidarité. Je ne renie rien de la filiation qui, de Jaurès à Blum et à Mendès-France, a pris « le parti de l'humain » contre toutes les formes d'oppression et d'aliénation. J'ai pris ma part, depuis trente ans, dans le travail qu'a fait la gauche française pour tenter de construire des institutions plus démocratiques et plus justes, en particulier – mais pas seulement – dans le service public d'éducation. J'ai apporté loyalement mon soutien aux hommes et aux femmes qui incarnaient pour moi, à un moment donné, l'espérance d'un monde meilleur. J'ai combattu fermement tout ce qui me semblait atteindre gravement à « l'humaine condition » : la réduction de la personne et de son travail à une marchandise ou à un chiffre, l'idéologie du maillon faible et toutes les formes de ségrégation et d'exclusion, l'exaltation de la concurrence et la totémisation de la loi de la jungle, la crétinisation médiatique et la démagogie populiste, les tentations de contrôle et de maîtrise des comportements humains à travers toutes les camisoles possibles.

Chaque fois et tout au long de mes combats, j'ai tenté de prendre le parti du « bien commun » contre la déferlante des intérêts particuliers. Un temps, j'ai cru que le « bien commun » devait s'imposer à tous, naturellement, comme une évidence partagée. Mais j'ai perçu très vite que nul ne pouvait aujourd'hui s'en prétendre détenteur. Car le principal défi de notre temps consiste justement à articuler *la démocratie et la construction de ce « bien commun »*... En effet, tant que le « bien commun » était défini, sans discussion possible, par les monarques, les clercs ou les commissaires politiques, nos sociétés pouvaient se donner une cohérence à bon compte : les individus, dès qu'ils s'exprimaient en tant que tels et sortaient du rang, étaient des hérétiques, des dissidents ou des contestataires. Leur parole était combattue et éradiquée d'une manière ou d'une autre. Mais, avec la modernité, l'individu a émergé, porteur d'une revendication majeure : décider lui-même de son histoire personnelle, faire ses propres choix, récuser toute forme d'emprise sur lui. Comme le dit Marcel Gauchet, nous sommes devenus « métaphysiquement démocrates » et nous refusons légitimement qu'on nous impose une conception théocratique de notre bien propre comme du « bien commun ».

Dès lors, un danger menace : l'éclatement de tout collectif sous la force des individualités « libérées ». Danger qui nourrit toutes les formes de reprise en main autoritaristes comme toutes les formes de repliement sur les intégrismes religieux. Danger d'un individualisme triomphant associé à une contention psychique et physique, judiciaire et policière, scolaire et médicale, économique et sociale, médiatique et religieuse... Contre un tel danger – dont l'actualité quotidienne démontre à quel point il est à nos portes – il ne nous reste qu'une hypothèse : réarticuler le « bien commun » et la démocratie. Se donner les moyens de définir ensemble le « bien commun ».

C'est dans cette entreprise que réside, j'en suis certain, l'avenir de la gauche dans ce qu'elle a de meilleur, quand elle associe une foi inébranlable dans les hommes et les femmes et un refus entêté que ce soit les rapports de force qui

régissent les agencements collectifs... de la famille à l'État et à la planète, de l'école à l'entreprise et à toutes les collectivités territoriales. La question proprement politique du vingt-et-unième siècle est là : « comment construire ensemble du bien commun ? ». Défi démocratique. Défi écologique.

Écologie et démocratie

Il faut bien, en effet, reconnaître que c'est la pensée écologiste qui a mis à l'ordre du jour l'urgence d'un bien commun construit démocratiquement. Certes, l'écologie n'a pas été exempte de tentations « néo-facistes », comme le souligne un des penseurs les plus importants de l'écologie politique, André Gorz. La découverte effrayée de la finitude du monde et de ses richesses naturelles, la peur d'une catastrophe planétaire ont, parfois, amené certains écologistes à se considérer comme les sauveurs du monde, nouveaux clercs incontestables et incontestés, habilités à décider de tout et pour tous. Mais, fort heureusement, l'écologie politique s'est, d'emblée définie, comme une mobilisation de l'intelligence collective autour, et non pas sous la coupe, des experts que furent Josué de Castro, Ivan Illich ou René Dumont... Et ce n'est pas un hasard. En investissant la question du « bien commun », elle s'est nourrie de tout un courant de pensée, très vivace malgré le rouleau compresseur étatique : le courant issu de l'anarcho-syndicalisme, des utopies libertaires, du mouvement coopératif et autogestionnaire. Une fois dégagé de ses oripeaux désuets, ce courant de pensée est, en effet, très fécond. Il permet, par exemple, de repenser la notion de « bien commun » en l'adossant à la notion de « citoyen » plutôt qu'à celle d'« usager » : les usagers exigent de voir leurs intérêts individuels satisfaits, les citoyens s'assemblent pour délibérer de l'intérêt collectif et, au-delà, du « bien commun » de tous les « citoyens du monde ». Il y a là le moyen de repenser, à la fois, la notion de « service public » et celle de « gouvernance ».

J'ai toujours considéré que *la question des services publics* – et non des services aux publics – était la grande question théorique et pratique de la gauche depuis l'effondrement du « socialisme d'État ». Comment, en effet, garantir la qualité des services publics dès lors qu'on a abandonné – heureusement ! - le paradigme du centralisme bureaucratique qui fait du contrôle de conformité exercé par le pouvoir central la seule règle de fonctionnement ? On sait comment la droite résout le problème : avec les vieilles recettes du libéralisme du 18^{ème} siècle habillées des oripeaux de la modernité ! On nomme simplement *modernisation* la privatisation ! Et l'on fait de la concurrence la garantit de la qualité : externalisation, économie de marché, développement de la rivalité systématique entre les personnes et les groupes, pression permanente de l'évaluation quantitative, pilotage par les résultats, introduction de capitaux privés et de la logique du profit financier, etc. Puisque la concurrence fonctionne, dit-on, pour garantir la qualité des produits de consommation, pourquoi ne pas la faire jouer pour l'éducation, la santé, la communication, la culture, etc. ? Conséquence : ces dimensions constitutives de l'humain sont réduites à des marchandises et les sujets transformés en consommateurs qui recherchent en permanence le meilleur rapport qualité / prix pour servir leurs seuls intérêts individuels. On dénie le citoyen dans la personne. On anesthésie toute velléité de regarder au-dessus de l'horizon immédiat et à très court terme. On lobotomise le sujet en le réduisant à sa « pulsion d'achat »... La gauche traditionnelle fait – parfois – cette analyse. Mais le problème, c'est qu'elle n'a pas grand-chose d'autre à proposer qu'un retour au centralisme étatique bureaucratique.

Ainsi assiste-t-on à une oscillation – une alternance plus ou moins décalée des alternances politiques - entre plus de marché et plus d'État... quand il faudrait inventer une véritable alternative. Or, c'est la voie, précisément, qu'explore l'écologie politique : elle travaille à imaginer de nouvelles formes d'organisation des services publics où les citoyens soient associés en proximité à la définition des orientations, au repérage des dysfonctionnements, à la recherche des solutions. C'est une de ses priorités absolues... Il ne s'agit pas, pour elle, de superposer au fonctionnement administratif archaïque un vernis de « démocratie participative », mais de faire de la gestion citoyenne le principe même des services publics.

Et cela a, bien sûr, des conséquences fondamentales sur la « gouvernance » politique à tous les échelons. Si l'on veut une gestion citoyenne, il faut des cadres institutionnels où elle puisse s'effectuer, avec un vrai pouvoir, mais aussi avec des informations complètes et accessibles sur les enjeux, les scénarios envisageables, les effets des décisions à court, moyen et long terme. Il faut dégager la décision publique de la gangue de l'inéluctable, imposée par des experts ou des officines de « conseil » qui tentent toujours de faire passer leur solution comme la seule possible. Il faut montrer qu'il y a de vrais choix et que chacun a son mot à dire sur ces choix dès lors qu'il a accès à une information suffisante et peut confronter son point de vue avec ceux des autres dans des instances démocratiques. C'est bien d'un changement radical de nos habitudes politiques qu'il s'agit. Et de rien de moins que d'inventer la démocratie pour notre temps !

Or, qui peut imaginer que les partis politiques de la gauche traditionnelle soient à même de porter cette invention ? Ils sont enkystés dans des fonctionnements anciens, pilotés par des logiques de carrière, enfermés dans une conception de la politique tour à tour populiste ou élitiste, jamais vraiment citoyenne. Dirigés par des hommes ou des femmes qui ont fait de la politique leur métier, ils sont condamnés à gérer les élections successives comme un fonds de commerce. Bien sûr, il y a là des personnes honnêtes et sincères, mais prisonnières d'un appareil à reproduire le clivage mortifère pour la démocratie entre « professionnels de la politique » et « citoyens ».

Mais, à l'extrême gauche, dira-t-on, il existe des groupes de militants, et même des partis, qui sont à même de renouveler notre vision des choses. Sans aucun doute et, là aussi, la générosité est à l'œuvre. Mais le temps n'est plus, aujourd'hui, aux contestations marginales qui refusent de se compromettre avec la gestion des réalités politiques. Nous savons la force du discours critique et la nécessité de l'entendre, même, et surtout, s'il est minoritaire. Mais nous voyons aussi l'urgence de la situation : urgence écologique, urgence sociale, urgence démocratique. Nous avons appris que la nécessaire radicalité dans les postures ne pouvait, sous peine de renfermement mortifère, s'épuiser dans des affrontements sans fin : les parties de bras de fer tournent toujours au meurtre symbolique et dégénèrent en violences inutiles. En revanche, face à l'urgence, on doit tenter de construire des solutions qui permettent de « sortir par le haut ». Entre la stratégie de rupture permanente et les compromissions inacceptables, il faut ouvrir une ligne de passage. Ce sera difficile. Mais, justement, avec « le bien commun » comme boussole, on peut – donc, on doit – tenter l'aventure. C'est le projet de l'écologie politique.

Écologie et pédagogie

L'urgence écologique est, en effet, aujourd'hui, tellement forte qu'elle impose de rebattre les cartes. Elle nous contraint à nous dégager des querelles de chapelles et à reposer les problèmes autrement... Quel est l'avenir de notre premier « bien commun », la planète ? Comment, non seulement en assurer la pérennité, mais aussi la rendre habitable pour nous, nos enfants, nos petits-enfants et les générations futures ?

J'ai écrit, en 2004, un ouvrage intitulé *Le monde n'est pas un jouet*. J'y développais cette idée, finalement assez banale, selon laquelle l'éducation doit permettre à chaque enfant de découvrir l'irréversibilité du temps : on peut refaire un château de cubes qu'on a détruit dans un moment de colère, mais on ne peut effacer miraculeusement des blessures qu'on a infligé à autrui ou au monde. Ce qui est fait est fait et nul ne dispose du pouvoir magique qui permettrait que cela n'ait pas eu lieu. D'où notre « principe responsabilité » à l'égard des autres – c'est la question de l'éthique – et à l'égard du monde - c'est la question de l'écologie... qui n'est rien d'autre qu'une éthique planétaire. D'où, aussi, le nécessaire apprentissage du sursis : sursis au passage à l'acte et sursis à la frénésie consommatoire, sursis à la violence des mots et des gestes, sursis aux emportements des groupes fusionnels et aux tentations de s'assujettir à l'emprise des tribus et des clans. *Sursis à l'immédiateté* : l'immédiateté du « tout-tout de suite », l'immédiateté d'une relation sans médiation, une relation de dévoration et d'anéantissement réciproque... Je plaidais, à ce moment-là, pour une pédagogie du « monde-projet » et contre la marchandisation du « monde-objet ». Pour l'apprentissage collectif d'un autre type de présence au monde, responsable et solidaire. Une exigence plus que jamais d'actualité.

Trois ans plus tard, en 2007, dans *Pédagogie : le devoir de résister*, j'insistais sur l'importance de résister au caprice mondialisé imposé par le « capitalisme pulsionnel ». Inflation publicitaire, emprise des marques, surenchère des effets pour « scotcher » l'enfant aux écrans, débauche de divertissements en tous genres pour le séduire et anesthésier sa conscience critique : autant de caractéristiques d'une modernité qui réduit l'enfant à un « cœur de cible ». Je montrais que, justement, la tradition pédagogique nous fournissait un ensemble de réflexions et de propositions pour aider l'enfant à se construire comme sujet. Réflexions et propositions qui sont plus que jamais nécessaires. Grâce à elles, nous pouvons aider l'enfant à vivre dans le monde sans occuper le centre du monde, à s'engager avec d'autres dans des projets constructifs, à se décentrer pour entendre le point de vue d'autrui, à accéder au symbolique et à s'inscrire dans une culture qui lui permette de relier ce qu'il a de plus intime avec ce qui est le plus universel. Ainsi, la pédagogie nous permet-elle de penser une éducation pour le futur. Le futur de chaque enfant et le futur de l'humanité... Et c'est cette thématique que j'ai reprise, d'entrée de jeu, dans mon dernier ouvrage paru en août 2009, *Lettre aux grandes personnes sur les enfants d'aujourd'hui* : « Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? Quels enfants allons-nous laisser au monde ? »...

« Nous avons fait payer nos progrès à la planète au prix fort. Nous l'avons, en effet, tellement malmenée qu'elle en est devenue exsangue. Nous pensions le monde infini comme nous nous croyions éternels. Nous l'avons pillé pour satisfaire nos caprices. Nous avons compromis notre avenir en dilapidant le présent. Notre génération, installée dans la croissance aveugle et la toute-puissance technologique, n'a prêté qu'une oreille distraite aux

empêcheurs de consommer en rond. Nous n'avons consenti à trier nos déchets que pour pouvoir continuer à vaquer à nos occupations quotidiennes et poursuivre tranquillement le pillage de la planète. « Toujours en avance sur nos excréments », comme disait René Char, nous ne léguons plus, désormais, à l'humanité future que nos poubelles. (...)

Pourtant, nous avons, tout près de nous, de quoi nous aider à sortir durablement de notre activisme satisfait : nos enfants et petits-enfants. Ils incarnent l'avenir et devraient nous réveiller !...Mais, trop souvent, et avec les meilleures intentions, nous les invitons plutôt à nous rejoindre dans notre frénésie consummatrice. Leur arrivée a été un immense bonheur et nous avons à cœur de leur rendre la joie qu'ils nous ont procurée. Alors, parce que nous les avons accueillis comme des cadeaux, nous les couvrons de présents. Pour leur adoucir le monde, nous les confinons douillettement dans un univers de satisfactions réciproques : « Tu me combles... Je te comble... Qu'est-ce que nous sommes bien ensemble ! » Nous nous enfermons avec eux dans le présent. Jusqu'à en oublier qu'ils vivront plus longtemps que nous et que leur existence même doit nous rappeler ce que le philosophe Hans Jonas nommait « notre impérieuse responsabilité à l'égard du futur ». (...)

Soumis en permanence aux préconisations technocratiques, nous n'éduquons plus, nous nous épuisons dans un gardiennage acceptable, un œil sur les règlements et l'autre sur notre montre... Pourtant, le défi que nous avons à relever aujourd'hui n'est pas mince. Il ne s'agit pas seulement de mettre au monde des petits d'hommes et de les abandonner ensuite aux marchands qui guettent leur proie, aux gourous en quête de dévots ou aux jeunes loups prêts à les enrôler dans une farouche lutte des places. Il s'agit de former des hommes debout. Des êtres capables d'assumer notre histoire et de penser par eux-mêmes. De s'émanciper de toute forme d'emprise, de s'associer pour construire ensemble du « bien commun », d'inventer des projets neufs capables de mobiliser les hommes et de promouvoir un peu plus d'humanité dans ce monde. Des êtres qui puissent résister au déchaînement des pulsions qui nous menace et y opposer une détermination sereine pour construire une paix qui ne soit pas celle des cimetières. Des êtres qui ne se bercent pas d'illusions, mais puissent concrètement, au quotidien, élaborer les conditions de la survie de notre planète et travailler pour un monde à hauteur d'homme. Modestement – car nous savons maintenant à quel point les messianismes sont dangereux – mais obstinément – car il est temps de mettre un terme à notre désastreuse hésitation. »

Une continuité et des prolongements

Écrit quelques mois avant que j'imagine entrer en politique et solliciter pour la première fois de ma vie, à soixante ans, un mandat électoral, ce texte montre bien, si c'était nécessaire, la continuité de ma réflexion pédagogique et de mon engagement actuel. Me présenter à des élections régionales pour l'écologie politique va, en effet, me permettre de développer des projets qui me sont chers : la mise en œuvre d'une véritable formation tout au long de la vie, afin que jamais, pour personne, rien ne soit définitivement joué, et de manière que chacune et chacun puisse se voir reconnu pour ce qu'il sait faire et se former pour ce qu'il veut faire... l'incitation systématique aux alternatives à l'économie de marché et à la frénésie consummatrice... le soutien aux initiatives qui incarnent, à tous les échelons, la solidarité en actes... l'encouragement à une création artistique exigeante et populaire à la fois... le développement d'une politique citoyenne capable d'impliquer chacune et chacun dans les décisions qui le concernent... Mais je vais aussi apprendre à décliner l'écologie politique dans des domaines qui m'étaient moins familiers : celui des déplacements et des transports, celui de l'agriculture et du tourisme, celui de l'habitat

et de l'alimentation. Je vais devoir travailler sur l'impérative reconversion écologique de l'économie, sans laquelle une région verra ses richesses s'épuiser, son patrimoine disparaître et ses hommes et femmes perdre leur santé et leur emploi... Dans tous ces domaines, c'est la même exigence qu'il faut mettre en œuvre : l'inventivité. Il faudra inventer des emplois solidaires et durables. Trouver des redéploiements financiers capables de créer de nouvelles dynamiques. Réfléchir à de nouveaux modes de vie. Repenser le quotidien. Et ne jamais oublier que chaque décision, prise ici, a des conséquences sur l'ensemble du monde puisque la solidarité, avant d'être une valeur est un fait.

Il me faudra apprendre : rien de très nouveau pour un chercheur. Être modeste : la vertu pédagogique par excellence. Et ambitieux : pour sortir la vie politique régionale de la routine gestionnaire et lui donner une dimension visionnaire. Nous le serons en équipe, avec ce formidable outil que constitue *Europe Écologie* : l'association d'un parti (les Verts) et de citoyens engagés dans la vie associative, au cœur de réseaux militants dans des domaines aussi variés que l'environnement, l'éducation populaire, la santé, l'éducation, les droits de l'homme, le syndicalisme, la solidarité internationale, l'économie sociale, etc.

Nous ferons campagne et nous prendrons des coups. On railera notre utopie. Nous montrerons que nous avons des propositions concrètes qui peuvent, très vite, changer les choses... d'autant plus vite que beaucoup d'entre elles ont déjà fait leurs preuves, sans soutiens ni moyens. On nous accusera de ne pas tout savoir. Nous expliquerons que nous travaillons, que nous écoutons pour comprendre et que nous avons besoin de toutes et de tous pour avancer. On nous soupçonnera de ne pas être prêts à gouverner. Nous répondrons qu'il faut toujours se méfier de ceux qui prétendent l'être et que nous demandons à être jugés sur notre programme et ce que nous avons déjà réalisé les uns et les autres. On dénoncera le caractère diviseur de notre démarche. Nous dirons, sans relâche, que nous cherchons, au contraire, à réconcilier avec la politique les 53% d'électeurs qui, au jour d'aujourd'hui, pensent s'abstenir. Car c'est bien là un des enjeux essentiels : pourquoi cette désaffection ? Pourquoi ce désintérêt pour la chose publique ? Nous faisons le pari qu'*Europe Écologie* peut réconcilier de nombreux Français avec la politique. Qui dira que ce n'est pas un bel enjeu ? Un enjeu d'avenir. Pour chacun et pour tous. Pour les humains que nous sommes et la planète que nous habitons.